



Question 1 :

Quelles sont les chances des productions locales dans un contexte caractérisé par les marchés mondiaux porteurs ?

Synthèse hebdomadaire 2 – semaine du 26 avril au 4 mai 2008

Des prix élevés sur le long terme, une gestion des stocks, l'organisation des producteurs en coopératives, le développement de la vente directe, et des politiques publiques tournées vers l'agriculture familiale sont nécessaires, des solutions existent.

Résumé

Cette semaine certains contributeurs ont commenté les propos précédents sur la question très sensible des prix tandis que d'autres ont poursuivi les discussions. Si généralement ils soulignent que des cours élevés sont une opportunité pour les paysans, tous affirment qu'ils ne sont pas suffisants et quelques intervenants relatent au contraire les nombreux effets néfastes. Des solutions sont suggérées pour que les producteurs profitent du contexte actuel, et augmente leur production, la gestion des stocks, l'organisation de producteurs en coopératives, et la vente directe. Ils estiment que la crise alimentaire doit être réglée par une augmentation globale de la production, et le renforcement de l'action politique.

Des prix élevés sur le long terme nécessaires mais pas suffisants?

C'est avec le témoignage de Jules DIFUAYAME ZIMI sur l'expérience de son père que les débats de la semaine ont repris. Il affirme que la hausse des prix n'est pas suffisante pour pousser le développement de l'agriculture des pays du Sud et qu'« [elle] n'est ni une chance, ni une faveur pour les agricultures familiales », et s'appuie sur l'exemple de son père, agriculteur en République démocratique du Congo, qui a fait faillite, malgré une conjoncture de prix à l'époque très favorable. De même, Seghir CHIG affirme que « même si on suppose qu'une partie de la valeur ajoutée va aux petits agriculteurs, elle ne va pas répondre à l'élévation des prix des produits de base qu'[ils] achètent aux marchés », ce qui peut engendrer l'exode rural. Selon Henri CLAVIER, le témoignage de Jules DIFUAYAME ZIMI traduit la mauvaise rentabilité de l'agriculture extensive et la faiblesse des profits qui en découle. Il existe des solutions, comme l'organisation des producteurs et la structuration des filières, « mais uniquement lorsque les cours mondiaux exprimés en monnaie locale sont favorables ! ».

Comme dans la semaine passée, des hauts prix agricoles sont tout de même présentés comme une opportunité : En effet, pour Henri CLAVIER « La stagnation des prix des produits de base agricoles de ces dernières années est, malgré tout, la cause essentielle de la paupérisation du monde agricole ». René MOONENS affirme que « l'augmentation du prix des céréales permettrait alors de relancer la production locale qui était en difficulté suite au « dumping agricole » pratiqué précédemment par l'OMC via des subsides alloués à leurs producteurs ». Au contraire, pour Christophe M NYAKU, consommateur malien, « tant qu'il y a possibilité d'importations, les agriculteurs locaux ne peuvent bénéficier d'un quelconque intérêt, car ils ne seront que des naufragés de cette concurrence à rudes épreuves. »

Mais la question de la durabilité de la hausse, directement liée aux causes de la hausse, est posée : Selon René MOONENS, « il est presque certain que [la hausse des prix] va se poursuivre, sur le marché mondial [...] tant que de nouvelles techniques de production d'énergies renouvelables, probablement issues de l'hydrogène, ne viennent remplacer les agro et bio carburants ». Jean Claude GUILLON doute au contraire que le niveau élevé des prix agricoles soit durable.

Les solutions proposées : gestion des stocks, organisation de producteurs en coopératives, vente directe

Contre la crise alimentaire, une seule solution : l'augmentation mondiale de la production?

Selon Jean-Calude GUILLON, « il n'y a pas d'antagonisme entre l'activation des capacités de production des grands pays exportateurs et l'activation des capacités de production des pays du Sud :

Elles sont toutes deux nécessaires si l'on veut "produire plus et mieux" pour relever à la fois le défi alimentaire et le défi de la chimie verte ».

Un problème la volatilité, une solution : la gestion des stocks?

Jean Claude GUILLON affirme plutôt qu'à moyen terme, «la seule chose qui soit certaine, c'est que la désorganisation actuelle des marchés va conduire à une extrême volatilité des prix, avec des hauts insupportables pour les consommateurs urbains et des bas insupportables pour les producteurs ». C'est la spéculation la principale responsable puisqu'elle «fait qu'un déficit de 30 millions de tonnes de céréales (1,5% de la production mondiale) [a] pu conduire à des prix multipliés par 2 voire 3 ou 4 sur des périodes courtes ». - Jean Claude GUILLON appuie ses propos en se référant aux premiers résultats du modèle Momagri consultables sur www.momagri.org. – Il existe des solutions : « Je suis d'accord avec Bernard LAYRE qui appelle à la mise en place d'outil communautaire de gestion des stocks et des marchés, mais je doute que l'OMC soit la bonne organisation internationale pour mettre en place de tels instruments ».

Des conditions nécessaires: la modernisation et l'accès aux intrants, une solution : les coopératives agricoles ?

Dans la continuité des intervenants de la première semaine, Henri CLAVIER affirme que «les clefs de l'amélioration du revenu des producteurs résident dans la modernisation de l'agriculture et des pratiques culturales, donc dans l'accès à la mécanisation et aux intrants agricoles ». Or selon Jean Claude GUILLON « il est nécessaire que les agriculteurs du Sud aient une rémunération et une visibilité suffisantes pour investir dans les facteurs de production ». Point de vue aussi partagé par René MOONENS. Jules DIFUAYAME ZIMI, explique l'échec de son père parce qu'il n'était associé à aucune organisation de producteurs pour l'aider à faire face aux aléas des marchés, perturbés par les événements politiques du pays. Alors qu' «un paysan seul est très vulnérable», dans une coopérative, il l'est moins, l'organisation lui apportant une certaine « sécurité sociale ». Selon Henri CLAVIER, l'intérêt de la coopérative vient du fait que «le regroupement des paysans en coopérative ou en groupement professionnel est, dans bien des cas, le passage obligé pour l'accès au crédit et pour l'amélioration du pouvoir de négociation des agriculteurs », ajoute-t-il. Il cite comme exemple de «filières agricoles structurées [...]les filières cotonnières».

Une contrainte : l'équilibre entre prix aux consommateurs et prix aux producteurs ; une solution : vente directe vs. grande distribution ?

Comme la semaine précédente, il est admis que « la hausse des prix ne se répartit pas équitablement, entre les différents acteurs de l'interface producteur/consommateur ». René MOONENS aborde la question de la répartition de la valeur ajoutée en séparant Nord et Sud, dont le premier souffre plus de ce problème. Selon lui, « le maintien, à la fois, de ces deux interfaces différents, la vente directe du producteur au consommateur et la vente via la grande distribution et notamment les hard-discount, permet de satisfaire les consommateurs de toute condition sociale», le premier «permet[ant] au producteur d'obtenir un prix plus équitable pour ses produits mais sans garantie quantitative de vente ».

L'avenir des agricultures paysannes passera par la politique

Pour accroître l'offre de produits agricoles, il semble unanime d'établir des règles du jeu qui satisfassent tous les acteurs économiques et sociaux. « A partir du moment où l'organisation de politiques agricoles donne des perspectives aux ruraux (rémunération et visibilité suffisantes)un cercle vertueux peut s'instaurer », explique Jean Claude GUILLON. Christophe M NYAKU partage un point de vue similaire: «je pense réellement, pour le cas des pays africains, qu'il faut une réelle volonté politique de nos Décideurs pour que les choses bougent». En l'absence d'une véritable volonté politique en faveur de l'agriculture familiale, René MOONENS analyse son avenir dans le contexte actuel : au Nord, il prédit une disparition totale, et au Sud « cette hausse des prix pourrait être favorable aux petits agriculteurs autochtones, pour autant que le pouvoir d'achat de la population s'améliore et que ces petits agriculteurs aient subsisté ».

Quelques questions en suspens pour la dernière semaine

Quelles sont les politiques publiques qui peuvent aider les producteurs à s'organiser, et à se moderniser ? Quels moyens existent déjà ?-Quelles sont les différentes manières de gérer la volatilité des prix agricoles ? Qui doit s'en charger ?